



## **INFO LUTTES**

### **1ere quinzaine de janvier 2023**

« Le communisme n'ôte à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux, il n'ôte que le pouvoir de s'assujettir le travail d'autrui grâce à cette appropriation ». Karl Marx, In, Manifeste du Parti Communiste. »

En effet, les dirigeants du Capitalisme veulent à présent nous reprendre les conquêtes de la classe ouvrière, pour les aider à surmonter leurs nouvelles crises systémiques et structurelles, qui surviennent comme Karl Marx nous l'a enseigné.

Dans les années 80, une vague sociale-démocrate a vu le jour, faisant naître 30 ans plus tard le social-impérialisme : il fallait d'abord, après l'affaire des euromissiles, ou en même temps, que le syndicalisme réformiste ait une courroie de transmission avec le capitalisme et donc, affaiblir, voire anéantir le syndicalisme de classe. Les dirigeants du Parti Communiste, en accord avec les syndicalistes jaunes, poussèrent au consensus, l'adhésion de la CGT et de la FSU à la CSE dirigée aujourd'hui par la CFDT, quittant ainsi la FSM qui compte 115 millions d'adhérents.

Depuis 2016, les cheminements de ce syndicalisme affilié à la CSE ont été dévoilés et combattus par le PRCF qui a soutenu la lutte contre la loi El Komri, les « nuits debout » et les ordonnances Macron réformant le Code du travail qui ont connu des journées d'action sans précédent ; mobilisation des cheminots pour la défense de l'entreprise publique et de leur statut, mouvement des gilets jaunes dès le 17 novembre 2018, forte contestation des salariés de la RATP, du projet de loi sur le « système universel de retraite », suivi des salariés d'Enedis l'hiver 2019-2020 contre le projet Hercules projet de démantèlement d'EDF, puis décembre 2022, un collectif des contrôleurs de la SNCF se met en lutte et obtient des résultats. Il faut rajouter à cette liste les grèves des raffineurs, et dans de très nombreuses entreprises du public comme du privé des mouvements de grèves pour les salaires.

Oui, les syndicalistes qui sont chaque jour au contact des travailleurs, veulent aider à la transformation en profondeur de la société, occuper le terrain de la lutte de classe avec des pratiques de mobilisation qui rompent avec le syndicalisme rassemblé et de collaboration, et à l'orée du 56<sup>e</sup> Congrès de la CGT, rien n'est perdu d'avance, à condition que l'idée de collectifs gagne tout le pays, ensemble et en même temps et redonne les vraies couleurs rouges au syndicalisme. `1<sup>re</sup> quinzaine de janvier 2023.

**Antoine LUCI** pour la Commission Luttes du PRCF

### **- VICTOIRE DES GAZIERS DE GRDF**

*Source : unité CGT*



## **Retour sur la victoire des grévistes de GRDF : après six semaines de grèves, les gaziers ont obtenu une augmentation de salaire de 200 euros par mois.**

“Cette victoire pour le pouvoir d’achat s’inscrit autour d’un mouvement historique au sein de GDRF, mais aussi de la Branche des Industries électriques et gazières !”, a déclaré la fédération CGT Mines Énergie (FNME CGT), le 20 décembre.

Cette issue n’est « pas parfaite mais on a atteint la revendication majeure : au moins 200 € mensuels pour tous les salariés », a par ailleurs expliqué Fabrice Coudour, secrétaire fédéral FNME-CGT, cité par la presse. Le responsable CGT a relevé que ces revendications portées dans un contexte d’inflation incluent des volets locaux, par exemple, selon les régions, sur le logement ou les conditions de travail.

“En résumé, toutes les gazières et les gaziers, quels que soient leurs collèges d’appartenance, percevront à compter du mois de janvier, un complément salarial mensuel compris entre 50 euros (plancher minimum) et 87 euros, permettant une augmentation mensuelle de 200 euros minimum sur l’année 2023.”, explique encore la FNME CGT.

Le conflit social, de très grande ampleur tant par le nombre de travailleurs en grève, que de durée, plus d’un mois et demi, que par le degré d’intensité, prouve, encore une fois, que seule la lutte paie, seul le rapport de forces permet d’imposer la volonté des travailleurs.

Intimidations, criminalisation de l’activité syndicale et du droit de grève, mandatement d’huissiers sur les piquets de grève : la direction de GRDF avait pourtant mis en œuvre l’ensemble de son arsenal répressif pour casser la grève, et les grévistes.

La même petite musique insupportable sur la “*prise en otage*” des usagers a également inondé les ondes médiatiques, sur ordre de la direction de GRDF. Mais, les “opérations gaz gratuit” menées avec la réappropriation des outils de travail par les gaziers avec la CGT et qui ont secourues pas moins de 13 000 familles, ont permis de concrètement démonter ces fake news.

Ajoutons qu’une nouvelle fois, la CFDT s’est par ailleurs illustrée dans son rôle de briseurs de grève en s’opposant à la grève, et pire, en signant un accord au rabais.

Toutes ces tentatives ont échoué grâce à la détermination des travailleurs en lutte avec leurs organisations CGT. La direction de GRDF, les syndicats collaborationnistes et le gouvernement ont ainsi été contraints de céder face à la force de la grève.

“Dès à présent, la CGT met en garde la direction de GRDF contre toute action qui pourrait être menée à l’encontre des salariés grévistes, que ce soit en termes de mesures disciplinaires ou de discrimination dans l’attribution des avancements au choix.”, a par ailleurs souligné la FNME CGT.

EDF, Engie, Enedis, GRDF : les luttes unitaires et massives pour les salaires ont enflammé le secteur des industries électriques et gazières (IEG) ces derniers mois. Au plus fort de la grève à GRDF, la CGT revendique « une centaine de sites mobilisés ». Une preuve que seule la lutte paie et un modèle à suivre pour l’ensemble des travailleurs du pays.

Rappelons encore que la FNME CGT dénonce également « la multiplication par 3 des prix du gaz en 20 ans, la fin de tarifs réglementés de gaz pour 2023 » et revendique la « nationalisation de l’électricité et du gaz pour un véritable Service Public de l’Énergie : l’électricité et le gaz doivent être sortis du marché et la TVA doit immédiatement passer de 20 à 5,5%.



## **- LES SYNDICALISTES CGT DU COMMERCE ENVAHISSENT ET OCCUPENT LA SAMARITAINE LE 22 DÉCEMBRE**

*Source : unité CGT*

Une nouvelle action d'ampleur de la CGT Commerce a eu lieu à Paris le 22 décembre. Des centaines de syndicalistes CGT ont envahi et occupent la Samaritaine pour exiger un SMIC à 2000 euros et la revalorisation immédiate des salaires.

Après l'occupation les 7 et 8 décembre du centre commercial Bercy 2 à Charenton, dans le Val-de-Marne, la fédération CGT Commerce continue l'impulsion et l'amplification des grèves et luttes en cours dans le secteur du commerce et des services.

## **- LA CGT OCCUPE DES PÔLE EMPLOI**

*Source : unité CGT*

« Ce mercredi 28 Décembre, les comités locaux des travailleurs privés d'emploi et précaires de la CGT ont occupé les agences Pôle Emploi de Lille, Lorient, Marseille et Montreuil. Ces initiatives des chômeurs de la CGT ont été menées des deux côtés du guichet, avec nos camarades de la CGT Pôle Emploi. », explique ainsi dans un communiqué le Comité national CGT des Travailleurs Privés d'emploi et précaires.

## **- Revenus, embauche : la grève paye**

*Source : unité CGT*

La lutte paye : c'est le constat évident que pose l'accord signé par les organisations syndicales à la SNCF après un appel à la grève, lancé initialement par un collectif informel de chefs de bord mais rendu possible par le dépôt de préavis de grève, notamment par la CGT.

Ainsi, les quatre organisations syndicales de la SNCF ont signé l'accord proposé par la direction de la SNCF jeudi soir. Les préavis de grève posés sur week-end du Nouvel An, à l'approche d'un week-end de Noël déjà fortement perturbé, ont ainsi été levés.

Selon l'accord, la prime spécifique pour les chefs de bord va passer de 600 à 720 euros. Et la direction s'est engagée à embaucher 200 contrôleurs supplémentaires en 2023 en plus des 350 déjà prévus. Des garanties de déroulement de carrière et de progression de salaires ont également été actées par la direction.

## **- Les médecins et biologistes en grève début janvier**

Les médecins libéraux mènent une nouvelle grève depuis lundi 2 janvier 2023 et jusqu'au dimanche 8 janvier inclus. Il s'agit de la deuxième semaine consécutive de cette grève lancée par le collectif "Médecins pour demain". La principale revendication du collectif est le doublement du tarif de



consultation de base, ce qui correspond à une augmentation de 25 à 50 euros. Cette revendication est formulée par les praticiens qui jugent que des revalorisations des actes de soin permettraient d'attirer de nouveaux médecins libéraux vers une médecine de ville qui souffre d'un manque d'effectifs.

### **- Les infirmières et infirmiers libéraux se mobilisent**

Les infirmières et infirmiers libéraux sont l'un des rares professionnels de la santé à se rendre chez les patients afin de permettre leur maintien à domicile. Ils sont présents 7 jours sur 7, par tous les temps, qu'il fasse -10 ou +40 degrés, y compris en pleine crise sanitaire. Aujourd'hui, ils sont épuisés et leurs services se dégradent. Malgré leurs efforts pour alerter le gouvernement à plusieurs reprises, ils n'ont jamais vraiment été entendus.

Les infirmières et infirmiers libéraux ont donc décidé de se mobiliser pour demander une réelle reconnaissance de leur investissement afin de pouvoir exercer leur métier correctement et dignement.

Ils réclament une juste reconnaissance de leur investissement et une prise en compte de leurs revendications afin qu'il puissent exercer correctement et dignement leur métier, dans le but de toujours mieux soigner et pour que leur profession retrouve enfin sa grandeur et son attractivité

### **- Métropole de Montpellier / Grève : trafic du tram et des bus perturbé**

Au chapitre de l'inflation, CGT et UGICT de TaM 3M et FO réclament le rattrapage à hauteur de 3.5% depuis janvier dernier pour l'année 2022 ; ils veulent 400€ de prime de partage de la valeur pour tout le personnel peu importe la catégorie professionnelle.

Ils demandent également le déclenchement anticipé des négociations annuelles obligatoires - NAO 2023- et une augmentation du nombre de jours télé-travaillés.

### **- Grève des éboueurs dans le Grand Nancy**

les employés demandent une « prime énergie » de 1200 euros bruts pour tous les salariés de RIMMA. Et là-dessus, c'est « bloqué, bloqué, bloqué », déplore le délégué syndical. Le syndicat FO annonce qu'aucune « limite de grève » n'est fixée. « Tans que nous n'aurons pas ce que l'on demande, on continuera ».

### **- Pau : nouvel appel à la grève dans les transports Idélis**

Les syndicats réclament toujours des augmentations de salaire de 5%, qui suivent l'inflation. Ils déplorent l'échec des négociations avec les dirigeants sur ce point précis.

**Marseille - Des militants de la CGT occupent le pôle emploi de la Belle-de-Mai** Une action initiée par les comités chômeurs et précaires de la CGT, dans le cadre d'un mouvement national avec d'autres occupations d'agences pôle emploi en France.

### **Montpellier - Mobilisés un mois, les salariés de Sanofi sortent du conflit**



Après un mois de grève, la plupart des sites de Sanofi, à l'image de celui de Montpellier, ont voté la fin du mouvement social.

### **Montpellier- Pour la CGT, la hausse des salaires des cheminots est insuffisante**

Suite à la grève des cheminots pour une hausse des salaires, la direction a consenti +2 % pour 2023.

### **Avignon - La CGT remplit huit chariots de courses pour les étudiants**

À l'initiative de la CGT de Vaucluse et en lien avec l'UNEF, une collecte de denrées non périssables et de produits de première nécessité envers les étudiants était organisée mercredi devant Auchan.

## **International**

### **- Bas les armes, augmentez les salaires ! Les syndicats italiens se mobilisent contre la guerre donc pour les salaires.**

Une belle et grande manifestation a ramené le monde du travail dans les rues le 3 décembre dernier. C'était l'événement du début décembre à Rome, où malgré le mauvais temps, les ouvriers de Torretta Antonacci ont défilé aux côtés des ouvriers de l'ILVA, les pompiers à côté des stagiaires calabrais, les ouvriers de l'entretien des routes de Naples avec les ouvriers de la logistique de toute l'Italie, les enseignants de Rome avec les opérateurs sociaux, les travailleurs de l'hygiène de l'environnement avec les dockers de Livourne, Gênes et Civitavecchia, les chauffeurs des transports locaux, les cheminots, les travailleurs du transport aérien.

Le slogan des travailleurs italiens fait écho à celui proposé en France par les communistes avec le PRCF : l'argent pour les salaires pas pour la guerre ni les actionnaires